



Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université Paris Cité

Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-Mourier, Robert Debré,
Saint Louis, P. Doumer

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PRESTATIONS DE SERVICES

Lieux d'exécution :

Hôpital Saint-Louis

1, avenue Claude Vellefaux
75475 Paris cedex 10

Hôpital Robert Debré


48 boulevard Sérurier
75935 Paris cedex 19

Date et heure limites de réception des offres :

MERCREDI 15JUILLET 2026 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET, TYPE ET DUREE DE LA CONSULTATION	3
1.1 OBJET	3
1.2 TYPE	3
1.3 DUREE	3
1.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
1.5 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ	5
2.1 ALLOTISSEMENT	5
2.2 PRIX	5
2.3 TRANCHES	5
2.4 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	5
2.5 VARIANTE (S)	5
ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE	5
3.1 CONDITIONS DE LANGUE	5
3.2 CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE	6
LE DOSSIER DEPOSE SUR HTTPS://WWW.MARCHES-PUBLICS.GOUV.FR/ SERA COMPOSE DES ELEMENTS SUIVANTS :	6
➤ PIECES DE LA CANDIDATURE	6
3.3 MANQUES OU INCOMPLETUDES DES DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	8
3.4 GROUPEMENT DE CANDIDATS	10
3.5 SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
4.1 MODALITES D'ENVOI DES PLIS	11
4.2 FORMAT D'ENVOI	12
ARTICLE 5. VISITE DES LIEUX	12
ARTICLE 6. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	13
POUR LE JUGEMENT, LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR PROCEDE COMME INDIQUE A L'ARTICLE L2152-7-8 ET R2152-6 A -12 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.	13
L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE SERA APPRECIEE EN FONCTION DES CRITERES ENONCES CI-DESSOUS : 13	
ARTICLE 7. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU	14
ARTICLE 8. NON RETENUS ET VOIES DE RECOURS	15
8.1 NON RETENUS	15
8.2 RECOURS	15
ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
➤ REFERENCES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	16

	<p align="center">Maintenance des terrasses et chéneaux</p> <p align="center">Hôpitaux Saint-Louis & R. DEBRE</p> <p align="center">Procédure : AOO</p>	<p>Date : Juin 2026</p> <p>Page 3 sur 16</p>
--	--	--

ARTICLE 1. OBJET, TYPE ET DUREE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

Le présent Règlement de consultation concerne la passation d'un marché relatif à la réalisation des prestations d'entretien, de maintenance des terrasses et chéneaux des Hôpitaux Saint Louis et R. DEBRE, établissements de du groupement hospitalier AP-HP Nord – Université Paris Cité.

Les prestations s'appliquent pour tous les types de terrasses :

- Végétalisées
- Gravillonnées
- Composées de dalles sur plots
- En autoprotection
- Dalles sur chape maigre

Les prestations devant être exécutées sur des sites hospitaliers en activité, particulièrement sensibles en raison de leur spécificité des pathologies traitées, le titulaire devra respecter des contraintes spécifiques en matière d'hygiène hospitalière.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) comporte les caractéristiques techniques des prestations à réaliser.

Un tableau récapitulant la liste des terrasses, leurs surfaces et leurs types se trouve en annexe au CCTP. Ce tableau est communiqué à titre informatif et n'est pas contractuel.

1.2 Type

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2131-16, R2131-17, R2131-18, R2124-2, R2161-2, R2161-3 R2161-5 et R2161-4 du code de la commande publique, il s'agit d'une consultation lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, le marché prend la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique), pour une partie des prestations.

En l'espèce le marché comporte :

- Une partie à prix forfaitaire relative à la réalisation de prestations de maintenance préventive (article 2.1 du CCTP),
- Une partie à prix unitaires bons de commande (hors forfait) pour les prestations ponctuelles.

Conformément à l'article R 2162-4 2° du Code de la Commande Publique, le montant maximum de dépenses couvertes pour la partie à prix unitaire (hors forfait) sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre et pour les deux sites, est fixé à :

- **Montant minimum : 0, maxi 25 000 € HT/an, soit 100 000€HT/4ans**

1.3 Durée

L'accord cadre est conclu à compter de la date de notification (conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique) au titulaire pour une durée ferme de 2 ans reconductible tacitement 2 fois par période d'un an, soit une durée globale de 4 ans.

La réalisation des prestations commence à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration de l'accord-cadre.

1.4 Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée en page de garde du présent règlement de consultation.

1.5 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation et son annexe 1 relative à la présentation des références professionnelles ;
- L'attestation de visite obligatoire (annexe 2 au règlement de la consultation) ;
- L'attestation candidat GHU relative à l'application des sanctions contre les ressortissants et sociétés russes dans les marchés publics ;
- L'Acte d'engagement à remplir par le soumissionnaire ;
- Le bordereau des prix unitaires à compléter par le candidat ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe 1 relative à la liste des terrasses et des cheneaux (donnée à titre informatif, non contractuelles) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur, non fourni, téléchargeable par les candidats à l'adresse :

[Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

Nota : Les documents du DCE doivent obligatoirement et dans leur totalité être pris en compte par le candidat pour établir son offre. Une offre qui ne respecte pas les documents de la consultation sera considérée comme irrégulière.

Les pièces ci-dessus mentionnées ne doivent en aucun cas être modifiées par les candidats. La modification des documents de la consultation peut entraîner l'irrégularité de l'offre au sens de l'article R. 2152-1 du Code de la Commande Publique.

Au cours de la consultation :

En cas d'anomalie détectée et/ou d'incohérence entre les pièces du dossier de la consultation qui rendraient difficile la compréhension du projet, l'exécution du marché ou les modalités relatives au dépôt des plis, il appartient aux candidats de prévenir l'acheteur public **durant la période de consultation** des problèmes en l'interrogeant via le profil acheteur indiqué ci-dessous, et selon les modalités définies à l'article 1 du règlement de la consultation.

Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier **et à vérifier la validité de l'adresse mail indiquée sur la plateforme**, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

L'acheteur public se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats **au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ

2.1 Allotissement

L'acheteur décide de ne pas allotir conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.2 Prix

Les prix sont mixtes et révisables.

2.3 Tranches

L'accord cadre est lancé sans tranches.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est prévu de Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) dans le cadre de cette consultation.

2.5 Variante (s)


Le dépôt des variantes n'est pas autorisé.

ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE

3.1 Conditions de langue

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.

Conformément à l'article R 2143-16 du Code de la Commande Publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

	<p>Maintenance des terrasses et chéneaux</p> <p>Hôpitaux Saint-Louis & R. DEBRE</p> <p>Procédure : AOO</p>	<p>Date : Juin 2026</p> <p>Page 6 sur 16</p>
--	--	--

3.2 Constitution du dossier de réponse

3.2.1. Constitution du dossier (candidature et offre)

Le dossier déposé sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/> sera composé des éléments suivants :

➤ Pièces de la candidature

1) **la lettre de candidature** et le cas échéant d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (**DC1**).
Ce document sera accompagné d'un éventuel pouvoir, décerné à la personne qui sera habilitée à engager la société.

OU En application des articles R. 2142-1 à R. 2142-14, R. 2142-25, R. 2143-3, R. 2143-4 et R. 2143-16 du Code de la commande publique les candidats peuvent fournir à l'appui de leur candidature un exemplaire du Document Unique de Marché Européen

Y seront notamment complétées :

la sous-partie « Motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle » (III.C.)

la sous-partie « Capacité économique et financière » (IV.B.) pour les 3 dernières années

la sous-partie « Capacités techniques et professionnelles » (IV.C.)

la sous-partie « Dispositifs d'assurance de la qualité et normes de gestion environnementale » (IV.D.)

la sous-partie « Informations concernant les sous-traitants aux capacités desquels l'opérateur économique n'a pas recours » (II.D.) en cas de sous-traitance

Pour chaque sous-traitant, un exemplaire du DUME où seront complétés les sous-parties A et B de la partie II relative aux informations concernant l'opérateur économique devra être joint.

2) **Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'est pas dans un des cas d'exclusion** (articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-10 du code de la commande publique) (**Incluse dans DC1, case prévue à cet effet à cocher, voir page 5**)

3) **la déclaration du candidat (DC2)** indiquant précisément les qualités de la personne habilitée à engager la société.


En annexe de ce document, figureront l'ensemble des éléments de preuve relatifs aux capacités financières, techniques et professionnelles du candidat.

En l'espèce, il est attendu des soumissionnaires :

- au titre des capacités économiques et financières :
 - **La déclaration concernant le chiffre d'affaires** global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Au titre des capacités techniques et professionnelles :
 - **la présentation de références portant sur des projets similaires (ERP type U) réalisés au cours des 3 dernières années** indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

A cet effet, l'annexe 1 (voir page 16) : tableau de références présent dans le DCE est à remplir obligatoirement.

- **le candidat devra fournir les qualifications suivantes ou équivalentes : Qualibat 6111 ou 6121 et 3552 ; RGE.**

	<p>Maintenance des terrasses et chéneaux</p> <p>Hôpitaux Saint-Louis & R. DEBRE</p> <p>Procédure : AOO</p>	<p>Date : Juin 2026</p> <p>Page 7 sur 16</p>
--	--	--

Les qualifications des groupements seront étudiées globalement, de sorte qu'il n'est pas nécessaire que chaque membre du groupement dispose de l'ensemble des qualifications requises.

***NB :** Lors de l'analyse des candidatures, les offres des candidats ne présentant pas l'ensemble des garanties professionnelles et financières ou les capacités techniques exigées ci-avant pourront être éliminées.*

A cet effet, si l'absence de référence n'est pas de nature à éliminer un candidat elle constitue un commencement de preuve des limites afférentes aux capacités du candidat (articles R2142-1 à 4 du code de la commande publique).

➔ Le DC1 et le DC2 sont téléchargeables à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4) un K-BIS datant de moins de 6 mois.

5) une attestation de vigilance (URSSAF).

6) une attestation de régularité fiscale

7) un certificat d'assurance responsabilité civile en lien avec l'objet du marché et en cours de validité.

8) les déclarations de sous-traitance (**DC 4**) le cas échéant. Les sous-traitants devront fournir les pièces administratives suivantes : DC2 et annexes éventuelles, K-BIS de moins de 6 mois, RIB, attestations d'assurance en cours de validité.

9) L'attestation GHU relative à l'application des sanctions contre les ressortissants et sociétés russes dans les marchés publics dûment remplie et signée

10) Toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature

Les entreprises nouvellement créées pourront apporter la preuve de leurs capacités par tout autre document équivalent (tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles).

Pour apprécier les capacités de ces entreprises, pourront être notamment produits les renseignements suivants :

- pour les capacités financières : une déclaration appropriée de banque, production d'une attestation d'un agent d'assurance garantissant la conclusion d'un contrat en cas d'attribution, etc.

- pour les capacités techniques et professionnelles : titres d'études et/ou expérience professionnelle des responsables, liste des matériels possédés par l'entreprise, attestation de fourniture de ces matériels en cas d'attribution de marché, etc.

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises.

Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

3.3 Manques ou incomplétudes des documents relatifs à la candidature

Conformément aux dispositions R. 2142-26 du Code de la commande Publique, la composition du groupement candidat ne peut être modifiée après la date limite de remise des offres, sauf cas expressément prévus au dit-article.

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, s'il constate que des pièces ou informations visées ci-dessus sont absentes ou incomplètes, l'acheteur public peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

La demande de complément de candidature obéit à la règle suivante : Il peut être demandé au candidat de compléter ou de corriger son dossier initial de candidature pour autant qu'une telle demande porte sur des éléments ou des données dont l'antériorité par rapport à la date limite de remise des offres soit objectivement vérifiable.

A contrario, il n'est pas possible dans le cadre d'une demande de complément de candidature, afin de remplir une des conditions de participation, de présenter des documents qui n'existaient pas avant la date limite de remise des offres et/ou qui viennent modifier un des éléments substantiels de la candidature.

Ainsi, tous les opérateurs économiques étant envisagés pour participer à l'exécution du marché devront être identifiés dans le pli initial.

Le complément de candidature ne peut permettre au candidat, pour démontrer qu'il remplit les conditions de participation à la présente procédure, ni de modifier la composition de son groupement, ni de présenter un nouveau sous-traitant, ni d'avoir recours aux capacités d'une entreprise tierce (mise à disposition de moyens) d'un opérateur non identifié dans l'équipe après l'expiration du délai imparti pour le dépôt des candidatures.

➤ Pièces de l'offre

11) **l'attestation de visite des sites, qui conditionne la validité de l'offre,**

12) **l'acte d'engagement** dûment complété, daté et signé accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal.

13) **l'annexe financière** - la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) correspondant à l'offre tarifaire du candidat dûment complétée, datée et signée.

En cas de signature électronique des documents (Acte d'engagement et Annexe financière), il est impératif de joindre un certificat de signature électronique valide.

14) **Le mémoire technique** comportant les éléments pertinents permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre, notamment :

- La Méthodologie et l'organisation de la prestation **détaillant les attendus suivants** :

- **Méthodologie technique d'intervention** :

Méthodes adaptées à chaque type de terrasse et de chéneau, aux matériaux rencontrés et aux modes d'accès difficiles (cordiste, nacelle, crinoline, travail sur cordes). Modalités des campagnes de nettoyage, contrôles (pentes, joints, fixations) et essais d'étanchéité (fumigène, mise en eau colorée).

- Organisation et planification

Planning des deux campagnes préventives annuelles ; articulation partie forfaitaire / bons de commande, dispositif de réactivité. (NS2 \leq 48 h ouvrées, NS3 \leq 4 h), organisation de l'astreinte intempéries H24/7 (octobre-mars) logistique et moyens matériels.

- Prise en compte des contraintes du site hospitalier et sécurité des intervenants :

- Hygiène hospitalière et prévention du risque aspergillaire, protection des zones sensibles. Propreté du chantier en site occupé, gestion des coactivités.

■ Qualité et adéquation des moyens humains affectés au marché :

- Composition et dimensionnement de l'équipe dédiée

Organigramme nominatif et fonctionnel proposé, effectif affecté et son adéquation au volume des deux sites, encadrement, polyvalence étanchéité / travaux d'accès, habilitations individuelles des intervenants désignés (travail en hauteur, CACES nacelle, certification cordiste, SST).

- Continuité de service et stabilité des équipes

Dispositif de remplacement / back-up des intervenants, organisation pendant les congés et absences maintien des engagements de délais en toute période de l'année.

■ Dispositif de suivi, de traçabilité et de performance

- Qualité et complétude des livrables

Modèles d'attachement / fiche d'intervention par bâtiment, plans annotés, métrés estimatifs, reportage photographique avant/après, rapport préventif avec priorisation des anomalies par niveau de risque, rapports d'essais d'étanchéité, tenue du carnet d'entretien

- Pilotage de la performance et amélioration continue

Tableau de bord et indicateurs proposés au regard des cibles du CCTP (conformité \geq 95 %, respect des délais NS2/NS3 \geq 98 %, taux de réintervention $<$ 5 %) ; modalités d'audit et de visites conjointes ; traçabilité des déchets.

15) Une note du candidat concernant le développement durable comportant notamment :

- Présentation de la maîtrise des déchets et économie circulaire
- Présentation de la traçabilité et filières de valorisation

Organisation de la collecte, du tri et de l'élimination, justificatifs de valorisation, traçabilité documentée des déchets.


- Réduction à la source et économie circulaire

Démarche de réduction des déchets, réemploi / réparation des éléments déposés, limitation des consommables.

Limitation des impacts environnementaux des interventions

- Produits et procédés à moindre impact

Produits ecolabellisés / sans solvants nocifs utilisés pour le nettoyage, le démoussage, le désherbage et les reprises, recours privilégié au désherbage thermique ou mécanique plutôt que chimique. Maîtrise

	<p>Maintenance des terrasses et chéneaux</p> <p>Hôpitaux Saint-Louis & R. DEBRE</p> <p>Procédure : AOO</p>	<p>Date : Juin 2026</p> <p>Page 10 sur 16</p>
--	--	---

des eaux de ruissellement et prévention des pollutions vers les réseaux d'eaux pluviales. Fiches de données de sécurité.

- Mobilité et empreinte carbone des déplacements
- Organisation et mutualisation des tournées sur les deux sites parisiens, véhicules à faibles émissions, optimisation logistique.

17) Tout élément que le candidat jugera utile et nécessaire à l'appréciation de son offre.

Le Mémoire technique, sera limité à 40 pages maximum.

Une attention particulière sera apportée à la clarté et à la concision du dossier.

3.2.2. Présentation de l'offre dématérialisée :

Les offres doivent être remises via la plateforme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les plis devront impérativement être déposés avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées en page de garde.

Les offres déposées hors délai seront éliminées conformément à l'article R 2143-2 du code de la commande publique.

3.4 Groupement de candidats

Le candidat peut se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement d'entrepreneurs conjoints ou solidaires réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété.

Les membres du groupement devront désigner un mandataire.


L'acte d'engagement et l'annexe financière devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 3.2 (pièces de la candidature).

Les cotraitants devront fournir les pièces administratives suivantes : DC2 et annexes éventuelles, K-BIS de moins de 6 mois, RIB, attestations d'assurance en cours de validité.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique en cas d'attribution du marché.

	<p>Maintenance des terrasses et chéneaux</p> <p>Hôpitaux Saint-Louis & R. DEBRE</p> <p>Procédure : AOO</p>	<p>Date : Juin 2026</p> <p>Page 11 sur 16</p>
--	--	---

➤ Communications et échanges d'informations par voie électronique

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur la plateforme, accessible : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en cliquant sur l'item Outils informatiques.

3.5 Sous-traitance

La sous-traitance est régie par les articles R 2193-1 à 16 du Code de la Commande Publique.

Au regard des articles L 2193-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément à l'article R 2193-1 du Code de la Commande Publique, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir à l'Acheteur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

L'acceptation des sous-traitants est conditionnée par la production des pièces citées à l'article 3.2.

Il est rappelé que la connaissance de la sous-traitance est souhaitée par le maître d'ouvrage lors du dépôt des offres.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

4.1 Modalités d'envoi des plis


La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue (article R2151-6 CCP), par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

En application des articles R 2132-1 à 14 du Code de la Commande Publique, les candidats doivent répondre via la plateforme Place dont l'adresse est : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et ce **avant la date et heure limite indiquée en page de garde du présent RC.**

Les offres déposées hors délai seront éliminées conformément à l'article R 2143-2 du code de la commande publique.

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur la plateforme Place <https://www.marches-publics.gouv.fr> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

	<p>Maintenance des terrasses et chéneaux</p> <p>Hôpitaux Saint-Louis & R. DEBRE</p> <p>Procédure : AOO</p>	<p>Date : Juin 2026</p> <p>Page 12 sur 16</p>
--	--	---

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

→ Copie de sauvegarde

Lorsque, conformément à l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

Cellule des marchés du Groupement Hospitalo-Universitaire Nord
Hôpital Bretonneau – 23 rue Joseph de Maistre – 75018 Paris
avant les date et heure figurant en page de garde du présent règlement de consultation

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque la cellule des marchés a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à la cellule des marchés dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

4.2 Format d'envoi

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles suivants : Adobe (.pdf), Word (.doc, .docx), ODF (.odt, .ods, .odp, .odg), Excel (.xls, .xlsx), PowerPoint (.ppt, .pptx) ou texte universel (.rtf). Tout fichier informatique établi dans un format différent sera réputé ne pas avoir été reçu.

ARTICLE 5. VISITE DES LIEUX

Avant de remettre une offre, la visite des lieux d'exécution du marché est **obligatoire et conditionne la validité de l'offre**. La réalisation de la visite sera matérialisée par la signature par les deux parties du certificat de visite annexé au présent règlement de la consultation.

Les candidats pourront demander à effectuer une visite auprès de :

- alan.deau@aphp.fr, Tél 06 29 15 06 27

- cedric.bejedi@aphp.fr, Tél : 06 20 97 50 76

Le candidat devra joindre à son dossier le certificat de visite de site dûment signé.

Aucune réponse orale ne sera apportée aux questions lors de cette visite.

Pour les échanges relatifs à la transmission des questions et réponses, les candidats utilisent la Plateforme PLACE, accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

ARTICLE 6. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures sont appréciées selon les exigences minimales requises à l'article 3.2.1 du présent RC conformément à l'article R2144-1 du code de la commande publique.

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R 2152-1 à 12 du Code de la Commande Publique.

Critères de jugement des offres

Pour le jugement, le représentant du pouvoir adjudicateur procède comme indiqué à l'article L2152-7-8 et R2152-6 à -12 du code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Critères	Pondération
Critère 1 : Prix des prestations	40 points
Critère 2 : Valeur technique de l'offre appréciée au vu des éléments transmis dans le mémoire technique et organisationnel du candidat présentant :	50 points
Critère 3 : Mesures prise dans le cadre du respect du développement durable	10 points

Critère n°1 – Prix des prestations	Définition du critère financier	Points affectés
<i>Prix des prestations</i>	Prestations forfaitaires (= montant total de la DPGF) <u>Méthode de calcul :</u> Nombre de points affectés X (offre du moins disant / offre étudiée)	30
	Prestations à bons de commande (sur la base de quantités estimatives de commande) <u>Méthode de calcul :</u> Nombre de points affectés X (offre du moins disant / offre étudiée)	10
Note totale du critère n°1		40

N°2 Valeur technique de l'offre	Définition du sous-critère	Note maximale du sous-critère
1 — <i>Méthodologie et Organisation</i>	Méthodologie technique d'intervention, Organisation et planification, Prise en compte des contraintes du site hospitalier et sécurité des intervenants	30 points
2 — <i>Qualité et adéquation des moyens humains affectés au marché</i>	Composition et dimensionnement de l'équipe dédiée Continuité de service et stabilité des équipes	10 points
3 — <i>Dispositif de suivi, de traçabilité et de performance</i>	Qualité et complétude des livrables Pilotage de la performance et amélioration continue	10 points
Note totale du critère 2		50

N° 3 Développement durable	Définition du sous-critère	Note maximale du sous-critère
1 — Maîtrise des déchets et économie circulaire	Traçabilité et filières de valorisation Réduction à la source et économie circulaire	5 points
2 — Limitation des impacts environnementaux des interventions	Produits et procédés à moindre impact Mobilité et empreinte carbone des déplacements	5 points
Note totale du critère 3		10

Examen des offres

L'Acheteur se réserve le droit de demander aux candidats de régulariser leurs offres irrégulières et ce dans un délai approprié, à condition que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales (article R2152-2 du code de la commande publique).

Conformément, aux articles L2152-5, L2152-6 et R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique, toute offre apparaissant comme anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Lors de l'analyse, des précisions pourront être demandées au candidat, soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre apparaît anormalement basse. Le candidat ne pourra en aucun cas modifier son offre.

Les négociations sont proscrites.


Le classement des offres sera établi sur la base de la note totale obtenue à partir des critères pondérés exposés ci-dessus.

ARTICLE 7. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

L'attributaire devra produire les pièces suivantes si celles-ci n'ont pas été remises lors de la candidature :

- Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours de cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8221-3, L 8251-1, L 8231-1, L 8241-1, L 5212-1, L 5212-2, L 5212-5, L 5212-6, L 5212-7, L 5214-1, D8222-5, L 8222-1 et L 8222-2.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le refus ou l'absence de la transmission desdites pièces dans les délais mentionnés par le pouvoir adjudicateur entraînera le rejet de l'offre du candidat.

	<p>Maintenance des terrasses et chéneaux</p> <p>Hôpitaux Saint-Louis & R. DEBRE</p> <p>Procédure : AOO</p>	<p>Date : Juin 2026</p> <p>Page 15 sur 16</p>
--	--	---

ARTICLE 8. NON RETENUS ET VOIES DE RECOURS

8.1 Non retenus

Les candidats non-retenus seront informés du rejet de leurs offres par l'acheteur, selon les dispositions fixées par l'article R2181-1 à -4 du code de la commande publique.

8.2 Recours

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

✉ : greffe.ta-paris@juradm.fr

☎ : 01 44 59 44 00

📠 : 01 44 59 46 46

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats posent une question sur un fichier informatique type word ou pdf au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

Il convient de regrouper toutes les questions dans un message unique afin d'en faciliter le suivi ainsi que la transmission des réponses. Les candidats pourront joindre un fichier comportant toutes les questions au message de dépôt des questions.

La cellule des marchés transmet les réponses (une note comprenant les questions et réponses sera adressée à l'ensemble des candidats qui devront télécharger à nouveau le DCE) à ces questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

ANNEXE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

➤ REFERENCES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Année de mise en œuvre de la prestation (2023 -2024 - 2025)	Acheteur	Montant de la prestation € HT	Description et nature de la prestation